

MINISTERE DES ARMEES  
-----  
SERVICE  
D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE NORD-EST  
(SID-NE)  
-----  
SOUS-DIRECTION INVESTISSEMENT  
POLE MAITRISE D'ŒUVRE DE BESANCON

DAF\_2025\_000286

N° projet  
2025-PMO05-001

## NUMERO DU MARCHE

2025	ESID 00										
------	---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

## OBJET DU MARCHE :

**AUXONNE (21) – 511RT– Quartier Bonaparte – Construction d’une  
nouvelle armurerie.**

(COSI 452614)

**DISPOSITIONS GENERALES (DG)**

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

**Maître de l’ouvrage :** Etat - Ministère des Armées

## TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1. - PRESENTATION DE L'OPERATION .....	3
1.1. - Implantation .....	3
1.2. - Présentation générale .....	3
1.3. - Décomposition de l'opération .....	3
ARTICLE 2. - PRESENTATION DU MARCHÉ.....	3
2.1. - Objet du marché.....	3
2.2. - Allotissement .....	4
2.3. - Tranches .....	4
2.4. - Sections techniques .....	4
2.5. - Structure du CCTP .....	4
2.6. - Plans joints au marché .....	5
2.7. - Description sommaire des ouvrages .....	5
2.8. - Diagnostics .....	6
ARTICLE 3. - DONNEES DE BASE .....	6
ARTICLE 4. - FOURNITURE DES DOCUMENTS .....	6
4.1. - Plans et pièces à fournir par le titulaire du marché .....	6
4.2. - Echange de documents techniques et constitution du DOE .....	8
ARTICLE 5. - LIMITES DES PRESTATIONS.....	9
5.1. - Avant la remise des offres.....	9
5.2. - Conditions du chiffrage.....	9
5.3. - Responsabilité du titulaire .....	10
ARTICLE 6. - POINTS D'ARRET, ESSAIS ET CONTROLES .....	10
6.1. - Généralités .....	10
ARTICLE 7. - PRESCRIPTIONS GENERALES D'EXECUTION.....	10
7.1. - Occupation des lieux .....	10
7.2. - Accès au chantier / Horaires de travail.....	11
7.3. - Nuisances de chantier .....	11
7.4. - Mesures de conservation des abords .....	12
7.5. - Travaux de dépose, démolition et tranchées / Ouvrages existants .....	12
7.6. - Matériaux et matériels de récupération .....	12
7.7. - Nature des matériels et matériaux .....	13
7.8. - Niveau d'arase des sols .....	13
7.9. - Nettoyage et protection des ouvrages.....	13
ARTICLE 8. - INSTALLATIONS DE CHANTIER.....	13
ARTICLE 9. - GESTION DES DECHETS DE CHANTIER .....	15

## **ARTICLE 1. - PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION**

### **1.1. - Implantation**

Site : AUXONNE (21) – QUARTIER BONAPARTE – 511<sup>ème</sup> Régiment du Train

Occupant : Armée de terre, 511<sup>ème</sup> RT

### **1.2. - Présentation générale**

La présente opération fait suite à l'ordre l'évacuation du bâtiment 016 du Quartier Bonaparte d'AUXONNE (21) où est située l'armurerie actuelle, pour cause de péril imminent dû à des désordres constatés sur la structure des planchers. La zone du bâtiment comprenant l'armurerie a été sécurisée le temps de la construction de la nouvelle armurerie. Une opération de réhabilitation du bâtiment précité suivra celle-ci.

Une urgence particulière est donc associée à cette opération.

### **1.3. - Décomposition de l'opération**

Le projet de déplacement de l'armurerie se décompose en :

- Deux marchés subséquents sur accord-cadre régional pour le désamiantage et la démolition préalable d'une grande partie d'un ensemble immobilier;
- **Un marché de travaux pour la construction d'une armurerie en lieu et place du complexe précité ;**
- Un marché de contrôle technique portant sur les missions suivantes (L, S, LE, PS, VIEL) :

M Thomas DAMERON  
06 11 85 17 48  
thomas.dameron@apave.com  
**APAVE**  
4 rue Louis de Broglie  
21000 DIJON

- Un marché de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé avec mise en place d'une coordination de niveau 2. La coordination SPS sera assurée par :

M. Jeremy CHAINARD  
06 48 89 46 40  
jeremy.chainard@socotec.com  
**SOCOTEC**  
Agence Construction Dijon  
19 avenue Françoise Giroud HELIOS PARK  
21000 DIJON

## **ARTICLE 2. - PRÉSENTATION DU MARCHÉ**

### **2.1. - Objet du marché**

Le marché a pour objet :

- La construction d'un bâtiment en béton armé sécurisé contre l'effraction comprenant;
  - o L'élévation d'un niveau de plain-pied, structure en béton armé,
  - o La création d'une sur-toiture, couverture en tuile de terre cuite,
  - o La création d'un auvent en façade ouest,
  - o La création d'un élément de liaison (béton armé et toiture terrasse) avec le bâtiment historique,
  - o L'aménagement en zone fonctionnelle,

- L'intégration et la rénovation d'un bâtiment existant (curage préalable effectué en prérequis) à la nouvelle armurerie comprenant :
  - o Des reprises de maçonnerie traditionnel,
  - o Des reprises en sous-œuvre éventuelles,
  - o La création d'une dalle haute en béton,
  - o L'aménagement intérieur en zone vie,
- La reprise en maçonnerie traditionnel du mur de rempart intégré au bâtiment,
- La viabilisation du bâtiment depuis les réseaux en voirie,
- La pose de l'ensemble des système techniques nécessaire au fonctionnement du bâtiment,
  - o Chauffage, ventilation, plomberie,
  - o Eclairage et distribution basse tension,
  - o Distribution réseau informatique,
  - o Systèmes de sécurité,
- La réalisation des aménagements de voirie aux abords du bâtiment,

Les travaux seront réalisés conformément aux différentes normes et NF-DTU citées dans les différentes sections techniques, ou autres documents équivalents. Dès qu'il est fait référence à une norme ou une NF-DTU, cela inclut systématiquement la possibilité de prendre en référence d'autres documents équivalents.

## 2.2. - Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti.

## 2.3. - Tranches

Le présent marché n'est pas découpé en tranches.

## 2.4. - Sections techniques

Le marché est découpé en section techniques :

N°	Intitulé de la section technique
1	VRD
2	Maçonnerie traditionnelle
3	Gros œuvre
4	Charpente
5	Couverture
6	Toiture terrasse
7	Cloisonnement – Doublages
8	Serrurerie - Menuiseries Extérieures
9	Carrelage - faïences
10	Peintures
11	Chauffage
12	Ventilation
13	Plomberie sanitaire – ECS
14	Air comprimé
15	Électricité
16	Sureté - <b>DIFFUSION RESTREINTE</b>

## 2.5. - Structure du CCTP

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) a pour objet :

- De faire connaître les directives générales qui guideront la réalisation du projet ;
- De décrire les travaux ;
- De fournir à l'entrepreneur les renseignements lui permettant de calculer les prix de son offre, en tenant compte de toutes les fournitures, de la main d'œuvre et des dépenses annexes nécessaires pour livrer un travail complet et conforme aux règles de l'art.

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du marché est composé :

- Du présent CCTP « dispositions générales » (DG) ;
- D'un CCTP « Dispositions particulières » associé à chaque section technique (16 documents) ;
- De quatre (4) annexes :
  - o Annexe 1 : Pièce 5a du permis de construire,
  - o Annexe 2 : Pièce 5b du permis de construire,
  - o Annexe 3 : Cahier des normes graphiques du SID pour exploitation externe,
  - o Annexe 4 : Rapport d'étude géotechnique G2 AVP.

## **2.6. - Plans joints au marché**

Les plans joints au marché sont au nombre de onze (11) :

N° plan	Intitulé du plan
01	Plan de situation
02	Plan de masse partiel état existant
03	Plan de masse partiel état projeté
04	Vue en plan RDC Bâtiment 0018 historique état existant
05	Vues en plan - RDC - Combles - Bâtiment 0099 - Etat projeté
06	Coupes AA-BB-CC-DD-EE Bâtiment 0099 état projeté
07	Façades NE-NO-SE-SO Bâtiment 0099 état projeté
08	Plan de principe guichet état projeté
09	Vues en plan - RDC - Combles état projeté RÉSEAUX BT - DESSERTE INFORMATIQUE
10	Vues en plan - RDC - Combles état projeté RÉSEAUX ALARMES ET VIDÉO SURVEILLANCE – DIFFUSION RESTREINTE
11	Vues en plan - RDC - Combles état projeté RÉSEAUX AIR COMPRIMÉ - VENTILATION - CHAUFFAGE - ECS

## **2.7. - Description sommaire des ouvrages**

### **2.7.1.- Terrain d'emprise**

Le terrain d'emprise concerné par les travaux comprend la zone de construction de l'armurerie, le bâtiment 018 existant, le mur de rempart existant faisant partie du complexe de fortifications de la ville d'AUXONNE, ainsi que l'ensemble des plateformes attenantes, jusqu'aux voiries périphériques (voir plans).

### **2.7.2.- Ouvrages existants**

Les dimensions d'ouvrages indiquées dans le CCTP sont des dimensions approximatives données à titre strictement indicatif et non contractuel. Il en est de même pour ce qui est des côtes et dimensions figurant sur les documents graphiques joints à titre indicatif, qui ne sont en aucun cas contractuelles.

Les titulaires des lots sont réputés avoir, avant la remise de leur offre, procédé sur le site au contrôle des dimensions des ouvrages les concernant. Au moment des travaux, l'entrepreneur procédera sous sa seule responsabilité à la totalité des levées de cotes qui lui sont nécessaires.

**En conséquence, les renseignements qui suivent ne sont donnés que de façon indicative, à charge de l'entrepreneur de les vérifier si nécessaire.**

Bâtiment 018 :

L'emprise comporte 1 bâtiment existant datant du 19<sup>ème</sup> siècle et remanié à de multiples reprises. Constitué de murs en pierres 50 cm d'épaisseur, les encadrements des ouvrants sont constitués de briques et de pierres maçonnées. Certains encadrements ont été détruits ou modifiés lors de la dernière rénovation (jambages et linteaux intermédiaires en béton). Charpente en fermes et contreventement métalliques.

L'ensemble du bâtiment aura été curé lors des travaux de prérequis.

Les plateformes rendues par le titulaire du marché de démolition seront en grave compactées, aux niveaux indiqués sur les plans. L'état et le niveau des plateformes seront réceptionnées conjointement avec le maître d'œuvre et le titulaire du marché de démolition lors de la période de préparation.

### **2.7.3.- Ouvrage à réaliser**

Voir document de chaque section technique.

## **2.8. - Diagnostics**

Rapport de mission de recherche d'amiante et de HAP dans les enrobés bitumineux, établi le 12/04/2024, par la société BUREAU VERITAS EXPLOITATION, sur les voiries aux abords des bâtiments. Ce rapport met en évidence l'absence d'amiante dans les échantillons et une somme des HAP permettant le recyclage des matériaux.

## **ARTICLE 3. - DONNÉES DE BASE**

Département ..... Côte d'or (21).  
Altitude ..... 184 m NGF environ.  
Température extérieure de base hiver (Cf. NF P 52-612/CN) – 10 °C (Zone G, alt. < 200m).  
Zone climatique ..... H1c.  
Neige..... : Région A1  
Vents..... : Zone 2, V= 24 m/s  
Catégorie de terrain ..... : IIIb, Zones urbanisées  
Sismicité ..... : Zone de sismicité 2 (faible)

## **ARTICLE 4. - FOURNITURE DES DOCUMENTS**

### **4.1. - Plans et pièces à fournir par le titulaire du marché**

Les documents seront remis en autant d'exemplaires que demandés par le maître d'œuvre. Ils seront signés par le titulaire.

#### **4.1.1.- Période de préparation**

- Documents administratifs et réglementaires pour le titulaire :
  - Attestation d'assurance responsabilité civile valide pour l'année en cours si différente de celle fournie pour la notification du marché ;
  - Attestation d'assurance responsabilité décennale valide pour l'année de la déclaration d'ouverture de chantier si différente de celle fournie pour la notification du marché ;
  - Documents requis par le code du travail Art. L 8222-1, D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254-2 à 5 si ceux fournis pour la notification du marché ont plus de 6 mois ;
  - Autres documents listés dans le CCAP.
- Documents relatifs à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S, habilitations électriques du personnel, ...) ;
- Documents relatifs aux risques d'interférences avec l'utilisateur pour tout ce qui touche à l'extérieur des bâtiments (plan de circulation, voies d'accès...).
- Autres documents :

- Projet des installations de chantier : Locaux pour les personnels, clôtures de chantier, zone de stockage, zone de parking, grue éventuelle, flux des véhicules et des personnels...
- Rapport de vérification initiale des installations électriques temporaires de chantier prévue à l'article R.4226-21 du code du travail et réalisé conformément à l'arrêté du 26 décembre 2011 ;
- Documents nécessaires pour l'accès au quartier :
  - Liste des personnels suivant le modèle remis par le maître d'œuvre avec la copie des pièces d'identité indiquées en référence ;
  - Liste des véhicules suivant le modèle remis par le maître d'œuvre avec la copie des cartes grises et des assurances ;
  - Documents pour le contrôle élémentaire de chaque personnel : Fichier CPR au format PDF suivant le modèle remis par le maître d'œuvre et fiche CPR signée du personnel concerné.
- Eléments définis dans le CCAP pour permettre au maître d'œuvre d'élaborer le calendrier détaillé d'exécution ;
- Calendrier détaillé d'exécution faisant apparaître les éventuelles bascules électriques, et autres coupures de réseaux divers.

Le coordonnateur SPS sera destinataire des documents relatifs à la sécurité du chantier et aux installations de chantier.

**Le démarrage des travaux proprement dits ne sera autorisé par le maître d'œuvre que sur la base du bon accomplissement des actions et tâches prévues en phase de préparation du chantier et de l'obtention de l'ensemble des documents demandés.**

#### **4.1.2.- Avant exécution des travaux**

- Dossier de déclaration des sous-traitants ;
- Documents relatifs à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S, habilitations électriques du personnel, ...) et aux risques d'interférences avec l'utilisateur pour les sous-traitants ;
- Etablissement et transmission de la Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) aux services des exploitants concernés. Fourniture au maître d'œuvre de la copie du récépissé de DICT. La déclaration de travaux sera fournie au titulaire en période de préparation ;
- Etudes et plans d'exécution généraux, de détails et de calepinage suivant les prescriptions du présent document et des normes DTU ;
- Notes de calculs des ouvrages définitifs et des ouvrages provisoires éventuels, faisant apparaître tous les éléments nécessaires au dimensionnement (Hypothèses adoptées, rappel des règlements utilisés, données, méthode de calcul, calcul, coefficients de sécurité retenus, ...) et la justification du choix des équipements et éléments suivant les prescriptions du présent document ;
- Documentations techniques et commerciales, avis techniques, procédés de mise en œuvre des matériaux et matériels proposés, procès-verbaux ;
- Echantillons des matériaux et matériels employés.

Le coordonnateur SPS sera destinataire des documents relatifs à la sécurité du chantier.

La liste complète des documents et les dates de fourniture seront établies en période de préparation et mises à jour pendant l'exécution des travaux.

**Les documents devront être visés et les produits et équipements acceptés par le maître d'œuvre avant exécution des travaux.**

#### **4.1.3.- En cours d'exécution**

- Attestation d'assurance responsabilité civile valide pour l'année en cours si différente de celle précédemment fournie ;
- Documents requis par le code du travail Art. L 8222-1, D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254-2 à 5 si ceux fournis pour la notification du marché ont plus de 6 mois ;
- Tous les justificatifs demandés par le maître d'œuvre et attestant la qualité et la provenance des matériaux et matériels mis en œuvre ;
- Copie des bordereaux de suivi des déchets contenant de l'amiante (BSDA) : A l'issue de chaque étape (via TRACKDECHET) ;
- Copie des bordereaux de suivi des déchets dangereux (BSDD) : A l'issue de chaque étape (via TRACKDECHETS).

**Les documents seront remis au maître d'œuvre.**

#### **4.1.4.- Après achèvement des travaux**

- Le dossier des ouvrages exécutés (D.O.E) tel que défini dans l'article 4.2 - Échange de documents techniques et constitution du DOE ;
- Les autres procès-verbaux de mise en service, de contrôle, d'essais et de conformité tels que définis dans les dispositions techniques (Essais des normes, normes DTU, vérification électrique, ...).

**Les documents seront remis au maître d'œuvre au plus tard pendant les opérations préalables à la réception des ouvrages.**

#### **4.2. - Echange de documents techniques et constitution du DOE**

**Le titulaire réalisera l'intégralité des plans informatiques pour l'établissement du DOE.**

**A la demande du titulaire, le maître d'œuvre pourra fournir les plans informatiques de l'état existant et le fichier fonds de plan pré-formaté pour saisie des données SEED.DWG pour faciliter la réalisation des plans. En aucun cas les fichiers informatiques de l'état futur ne seront fournis.**

**Les documents graphiques seront établis selon les prescriptions de l'annexe 03 du CCTP.**

Tous les plans informatiques fournis par le titulaire seront établis sur les fonds de plans informatiques format .DGN (**version V8i SELECT séries 4** (version 08.11.09.833) ou inférieure), soit au format .DWG (**version 2013 ou inférieure**). Les fichiers fournis seront sécurisés, identifiables et interopérables avec les logiciels et règles de dessin du Service d'Infrastructure de la Défense. Ces règles définissent des niveaux, styles et couleurs de traits et symboles à utiliser.

Les plans seront remis sur support informatique de type clef USB et accompagnés d'exemplaires au format papier. Un premier exemplaire sera fourni au maître d'œuvre au format informatique. Le maître d'œuvre en contrôlera la conformité et précisera les modifications éventuelles à y apporter.

Le dossier papier des ouvrages exécutés (DOE) définitif mis à jour en fonction des éventuelles observations faites sur la base des documents provisoires sera fourni en un (1) exemplaire au format A4 ou pliés au format A4, et trois (3) exemplaire sous clef USB. Les documents seront réunis dans des classeurs permettant leur extraction sans dommage pour une exploitation ultérieure. Les documents comporteront des cartouches qui ne seront pas ceux du chantier, mais porteront la mention "Plans de récolement, conformes à l'exécution" ainsi que le cachet et la signature du titulaire.

**Le dossier informatique définitif à fournir correspondra au dossier papier définitif.**

Le DOE comprendra au minimum :

- Les plans d'exécution, notes de calculs et schémas unifilaires mis à jour : les schémas unifilaires seront transmis aux formats informatiques PDF et DWG ou DGN pour faciliter les mises à jour ultérieures ;
- Les plans de récolement sur fond de plan fourni par l'administration ;
- Les notices :
  - o Liste des matériels avec leurs références ;
  - o Avis techniques des matériels ;
  - o Notices techniques descriptives des matériels, composants ou produits ;
  - o Notices de fonctionnement (mode d'emploi détaillé) des matériels et équipements installés ;
  - o Notices d'entretien des matériels ou produits...
- Les procès-verbaux :
  - o Procès-verbaux de contrôle et d'essai ;
  - o Procès-verbaux de mise en service ;
  - o Procès-verbaux de conformité ... ;
  - o Rapport de fin de travaux de retrait de matériaux contenant de l'amiante tel que défini dans le CCTP.
- Les documents :
  - o L'état des interventions obligatoires à prévoir dans les contrats de maintenance (nature, périodicité...) ;
  - o Les consignes de maintenance et de fonctionnement détaillées des installations devant permettre au personnel chargé de la maintenance d'intervenir sans erreur ni omission ;



- Les certificats de garantie des constructeurs pour les différents matériels ou équipements installés...

Avec en particulier :

- Le relevé par un géomètre de l'ensemble des ouvrages extérieurs concernés par les travaux, et réalisés lors des travaux.
- Le relevé par un géomètre des réseaux extérieurs avec rattachement au nivellement NGF : Fait apparaître les canalisations avec leur nature et section, et les équipements.
- Schéma des installations précisant la position, le rôle, le type et la référence des appareils installés.
- Plan des installations avec les éléments installés, les canalisations avec les diamètres, leur nature et les débits théoriques, le calorifuge éventuel des réseaux, les équipements installés avec leurs types, références et caractéristiques (Débit, chute de températures ...), les régimes de températures.
- Un schéma unifilaire global de l'installation avec la nature, la section et le nombre de conducteurs des canalisations ;
- Le schéma unifilaire des tableaux ;
- Plans de récolement par niveau avec indication des conduits, canalisations, équipements, origine des alimentations, référence de la protection, repérages des fourreaux, hauteurs d'installation particulières, type et référence des équipements ...
- Notes de calculs de l'installation CFA ;
- Notes de calculs d'éclairagisme.

## **ARTICLE 5. - LIMITES DES PRESTATIONS**

Le titulaire doit l'ensemble des fournitures, prestations et obligations prévues dans le présent cahier des charges, ainsi que toutes les propositions nécessaires pour parvenir dans les règles de l'art à l'objectif visé. Le titulaire assurera toutes les mises en service des équipements ainsi que la formation de l'utilisateur et des exploitants.

### **5.1. - Avant la remise des offres**

Les candidats réaliseront lors de la visite des lieux préalable à la remise des offres les reconnaissances nécessaires pour compléter le présent dossier, en particulier, sans que cette énumération soit limitative :

- Les contraintes liées à l'accès au quartier, au bâtiment, au site du chantier ;
- Les possibilités et difficultés de circulation et de stationnement ;
- Les sujétions des règlements administratifs en vigueur se rapportant à la sécurité sur le domaine public ;
- Les contraintes relatives aux constructions voisines ;
- La reconnaissance de la structure du bâtiment, de la nature des différentes parois et matériaux constituant les existants, de l'état des parements, des subjectiles ;
- Le contrôle des dimensions des ouvrages ;
- La reconnaissance des baies concernées par les modifications, ou obturations ;
- La reconnaissance des réseaux existants à déposer ou modifier, avec les contraintes d'accès et de place disponible pour effectuer les différentes prestations ;
- La reconnaissance des réseaux à déposer, ou à modifier, ou à conserver ;
- Pour l'électricité CFO et CFA :
  - La reconnaissance des réseaux à déposer, ou à modifier, ou à conserver ;
  - La reconnaissance des informations nécessaires à la détermination du courant de court-circuit ;
  - La reconnaissance des protections existantes en amont de l'alimentation du bâtiment.

### **5.2. - Conditions du chiffrage**

Le présent dossier de consultation des entreprises correspond à un ensemble de documents destinés à aider les candidats à remettre son prix dans les meilleures conditions.

Il appartient aux candidats d'étudier de manière approfondie le présent CCTP et de prendre en compte les éventuelles incertitudes pour la remise de leur offre. Ils devront signaler en temps utile, et obligatoirement avant la remise des offres, les omissions, les imprécisions, les contradictions ou les non-conformités avec la réglementation en vigueur qu'ils auraient pu relever dans les documents fournis, et demander les éclaircissements nécessaires au maître d'ouvrage.

Le fait d'avoir fait une visite sur place suppose que l'entrepreneur a obtenu tous les renseignements nécessaires à la parfaite réalisation de ses travaux et qu'il s'engage à exécuter ses ouvrages dans les règles de l'Art, et ce, sans jamais pouvoir prétendre à aucun supplément sur les prix convenus, qui ne seraient et ne pourraient d'ailleurs être financés.

Le candidat tiendra compte dans l'établissement de son prix des modifications et compléments aux dispositions du présent dossier, induits par ces omissions, imprécisions, contradictions ou non-conformités. Cette modification s'accompagnerait d'une note explicative séparée.

Le candidat devra vérifier, sous sa propre responsabilité, les opérations mentionnées au CCTP et le complément afin de prévoir dans ses prix l'ensemble des prestations nécessaires à un parfait achèvement des ouvrages de son lot.

Après notification du marché, le titulaire ne pourra pas invoquer les imprécisions des mesures fournies, la méconnaissance de telle ou telle caractéristique des lieux, de l'état des supports existants conservés, ou des matériaux utilisés, pour générer des travaux supplémentaires. Les travaux supplémentaires liés à une mauvaise compréhension du projet ou à une mauvaise appréhension des contraintes environnementales, ne seront en aucun cas acceptés.

Le titulaire ne pourra se prévaloir d'aucune erreur ou omission susceptible d'être relevée dans les pièces du marché, pour refuser l'exécution de travaux nécessaires au complet achèvement des installations en ordre de marche ou bien encore pour prétendre à des suppléments au montant de son offre ou pour justifier d'un mauvais fonctionnement.

Du fait de sa qualification, il appartient au titulaire de prévoir et de réaliser tous les ouvrages annexes, de fournir, mettre en place tous les accessoires et de tenir compte de toutes les sujétions nécessaires à la terminaison parfaite de l'ensemble des ouvrages de son marché, à la bonne marche des installations et à leur sécurité. D'une manière générale, les indications données dans le présent CCTP sont destinées à aider les candidats à remettre leur prix dans les meilleures conditions. Elles ne portent que sur les points non précisés par les règlements, sur les bases à admettre pour les calculs, et en aucun cas, sur les règlements que l'entrepreneur déclare, par le fait même de remettre une offre, parfaitement connaître.

### **5.3. - Responsabilité du titulaire**

Le titulaire sera rendu responsable de la qualité du bon fonctionnement des installations qui lui sont confiées, ainsi que du respect des performances exigées dans le CCTP.

Il devra en conséquence effectuer pour son propre compte et sous sa responsabilité tous les calculs et les sélections des matériaux, matériaux et équipements nécessaires pour lesquelles les précisions du présent document sont à considérer comme indicatives et définissent des prestations minimales.

Il ne pourra en aucun cas considérer les pièces écrites et les plans du dossier de consultation des entreprises comme « Bon pour exécution ».

## **ARTICLE 6. - POINTS D'ARRÊT, ESSAIS ET CONTRÔLES**

### **6.1. - Généralités**

Des points d'arrêt et de contrôle seront définis par le maître d'œuvre pendant la période de préparation ou en cours de travaux.

Lors de la réalisation d'essais et contrôles en cours de chantier sur des éléments de construction non vérifiables à la réception de l'opération (réseaux enterrés...) l'entreprise devra prévenir le maître d'œuvre 5 jours ouvrés avant de procéder aux examens.

**Les essais et contrôle particuliers à chaque section technique sont indiqués dans les dispositions particulières correspondantes.**

Les conditions dans lesquelles sont réalisés les essais de contrôle et les épreuves sont définies au C.C.A.P. et au C.C.A.G.

## **ARTICLE 7. - PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION**

### **7.1. - Occupation des lieux**

Le quartier restera occupé pendant les travaux.

Les bâtiments concernés les travaux seront inoccupés lors du lancement des travaux. Les axes routiers resteront empruntés par les utilisateurs pendant toute la durée du chantier.

Les entreprises devront donc prendre en compte et respecter les remarques suivantes :

- Les travaux seront réalisés de façon à permettre à l'utilisateur de continuer à pouvoir utiliser les voies de circulation principales, à savoir celle au nord-ouest et au sud de l'emprise des bâtiments à démolir ;
- Les travaux seront cadencés de façon à ne pas gêner les occupants : les entreprises devront respecter le phasage des travaux et la planification des travaux envisagés ou demandés par la maîtrise d'œuvre ou d'ouvrage ;
- Les entreprises devront prendre toutes les dispositions nécessaires pour la protection et pour limiter les nuisances (poussières, bruit ...).

## **7.2. - Accès au chantier / Horaires de travail**

### **7.2.1.- Accès au chantier**

L'accès au chantier se fera par l'intérieur du quartier Bonaparte :

- L'accès au quartier est réglementé et se fait :
  - o Par son entrée Est pour les personnels d'encadrement et véhicules légers ;
  - o Par le portail à proximité du chantier (Ouest du bât 021), pour les véhicules du chantier ;
- L'accès des personnes et des véhicules au quartier est assujéti à l'autorisation de l'administration militaire. Cette autorisation requiert la fourniture des documents cités plus haut dans le texte ;
- L'accès au quartier des véhicules personnels ne sera pas autorisé ;
- La procédure d'établissement des laissez-passer sera définie en réunion préparatoire. Un plan de circulation sera établi avant le début des travaux. Les véhicules et engins respecteront obligatoirement les panneaux de signalisation mis en place sur le quartier et la vitesse de circulation autorisée. Les véhicules et les personnels des entreprises ne sont pas autorisés à se déplacer à des endroits du quartier autres que ceux concernés par les travaux et les zones de parking seront clairement définies et délimitées par la clôture de chantier ;
- L'administration militaire se réserve le droit de retirer, temporairement ou définitivement, l'autorisation d'accès de toute personne n'ayant pas respecté les règles de circulation ;
- Toutes démarches visant à faciliter l'accès et les approvisionnements seront à charge de l'entreprise, et devront donc être comprises dans son offre.

### **7.2.2.- Zones de chantier**

Les zones de chantier seront à définir avec le Maître d'œuvre ou d'ouvrage.

Le stockage des matériaux et matériels, et les engins de chantier devront impérativement rester à l'intérieur de la zone de chantier délimitée par une clôture de chantier, qui sera maintenue durant toute la durée du chantier.

Toute demande d'autorisation d'occupation du domaine public et toute taxation pour l'occupation temporaire du domaine public seront à la charge de l'entreprise, et devront donc être comprises dans son offre.

Lors de la restitution des lieux, les zones de chantier devront être rendues en l'état préalable, exemptes de toutes détériorations ou salissures. Un constat contradictoire sera dressé en début de chantier pour constater l'état des zones avant intervention des différentes entreprises. Aucune entreprise ne pourra occuper les lieux ou déposer du matériel sur les lieux avant l'établissement de ce constat.

### **7.2.3.- Horaires de travail**

Les horaires possibles de travail correspondent exclusivement aux horaires de présence de l'utilisateur dans les lieux :

- Du lundi au jeudi : De 08h00 à 17h30 ;
- Le vendredi de 08h00 à 12h00.

Des restrictions ponctuelles dû à l'activité sur le quartier pourront être appliquées à ces horaires de travail.

## **7.3. - Nuisances de chantier**

Les titulaires prendront toutes dispositions pour réduire au maximum les nuisances de chantier, et respecter ainsi la réglementation en vigueur à ce sujet, dont notamment la loi n°92-1444 du 31 décembre 1992, avec ses décrets et arrêtés d'application, relative à la lutte contre le bruit.

Ces nuisances concernent essentiellement :

- Les bruits de chantier : Les entreprises sont tenues de réduire le plus possible le bruit provenant de l'utilisation des engins divers et se conformeront à la réglementation en vigueur. Les bruits de chantier ne devront en aucun cas dépasser les niveaux sonores fixés par la réglementation en vigueur, pour le site considéré. À défaut de réglementation municipale, les dispositions de la réglementation générale concernant la limitation des nuisances provoquées par les chantiers de travaux, seront strictement applicables. Dans le cas où par suite de conditions particulières, même les bruits de chantier maintenus dans les limites autorisées par la réglementation entraîneraient une gêne difficilement supportable aux occupants des constructions existantes, il pourra être demandé aux entrepreneurs de réduire encore le niveau des bruits par des dispositions appropriées. Ces dispositions seraient le cas échéant, implicitement comprises dans les prix du marché ;
- Les poussières générées : Lors des travaux de démolition, terrassement ou autres, dégageant des poussières, l'entrepreneur aura à prendre toutes mesures pour éviter la propagation de ces poussières, par mise en place de bâche, d'arrosage, etc. ;
- La gêne causée à la circulation des tiers aux abords du chantier ;
- Les salissures des voies publiques.

Le maître d'œuvre se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises lui semblent insuffisantes, d'imposer à l'entrepreneur concerné de prendre des mesures de protection complémentaires, comprise implicitement dans le prix du marché.

#### **7.4. - Mesures de conservation des abords**

Les abords des bâtiments, et plus particulièrement les espaces engazonnés et arborés, devront être sauvegardés en leur état.

Les entrepreneurs dont les travaux nécessitent la mise en place d'échafaudages, de monte-matériaux, d'échelles, etc., devront prendre toutes dispositions pour ne pas causer de dégradations aux espaces plantés.

#### **7.5. - Travaux de dépose, démolition et tranchées / Ouvrages existants**

Les travaux devront être réalisés avec soin pour éviter toutes dégradations aux ouvrages contigus conservés.

Les méthodes et moyens pour ces travaux sont laissés au choix des titulaires qui devront les définir en fonction de la nature de l'ouvrage à déposer, de son emplacement, de son environnement et de toutes autres conditions particulières rencontrées.

Les conditions d'exécution tiendront compte de l'existence sur le chantier ou en limite de celui-ci d'ouvrages de différentes natures, tels que bâtiment, clôtures, chaussées, réseaux, etc...

Ces travaux comprendront implicitement tous travaux annexes et accessoires nécessaires pour permettre la dépose tels que descellements, démontage de pattes ou autres accessoires de fixation, coupements, hachements, etc.

Chaque titulaire mettra en œuvre les moyens nécessaires et adaptés au maintien en leur état primitif de tous les ouvrages existants destinés à être conservés. Il prendra en charge tous les travaux de remise en état rendus nécessaires du fait de dégradations (de toute nature) qu'il pourrait faire lors de son intervention.

**L'emploi des explosifs est interdit.**

#### **7.6. - Matériaux et matériels de récupération**

Le maître d'ouvrage aura toujours la possibilité de récupérer certains matériels, matériaux et équipements en provenance des déposes et démolitions. L'ensemble des matériaux de démolition classé déchets inerte seront au choix concassés par le titulaire sur site avant évacuation, ou évacués directement.

Ces matériels, matériaux et équipements sont, le cas échéant, définis au début des travaux en fonction des résultats du diagnostic PEMD.

Ils seront à déposer avec soin, à trier et à ranger par l'entrepreneur dans l'enceinte du chantier aux emplacements qui lui seront indiqués en temps utile, ou sur un lieu de dépôt situé sur l'emprise.

Il sera éventuellement demandé que ces matériels soient conditionnés sur palettes bois standard et filmés.

Les sujétions de récupération font partie du prix du marché.

### **7.7. - Nature des matériels et matériaux**

Les matériaux et fournitures utilisés pour la réalisation des travaux devront être conformes aux prescriptions énoncées dans les normes, NF-DTU, cahiers des prescriptions techniques, avis techniques et dossiers techniques d'application.

Les matériels et équipements électriques devront être revêtus d'estampilles nationales de conformité aux normes NF ou NF.USE. Le matériel sera également marqué CE en conformité avec la législation européenne. S'il n'existe pas de réglementation UTE, le titulaire du lot concerné proposera au maître d'œuvre le matériel qu'il juge approprié et lui remettra toutes les justifications permettant d'apprécier la bonne qualité du matériel (procès-verbaux, essais, références, attestation du fournisseur).

Lorsqu'il n'existe aucune norme concernant le matériel utilisé, celui-ci devra présenter toutes les qualités de solidité, de durée, d'isolation et de bon fonctionnement désirables. Il devra notamment répondre aux recommandations ou aux spécifications techniques générales ou fondamentales concernant l'usage auquel il est destiné et sera garanti par la présentation d'un procès-verbal d'essais délivré par un organisme habilité à cet effet.

Les matériaux et les matériels utilisés devront être neufs, avoir les caractéristiques correspondant aux influences externes auxquelles ils pourront être soumis, et répondre exactement aux conditions nécessaires à une parfaite exécution des travaux demandés et à un bon fonctionnement des installations, les présentes spécifications n'étant pas restrictives.

Aucun changement au projet ne pourra être apporté en cours d'exécution sans l'autorisation expresse et écrite du maître d'œuvre, les frais résultant de changements non autorisés et toutes leurs conséquences, ainsi que tout travail supplémentaire exécuté sans ordre de service écrit, seront à la charge du titulaire.

Le titulaire devra remettre au maître d'œuvre tous les procès-verbaux d'essais ou de références que celui-ci demandera.

Tous les matériels et équipements sont prévus pour fonctionner correctement dans les conditions normales du site.

### **7.8. - Niveau d'arasement des sols**

Les niveaux de sols finis à obtenir sont indiqués sur les plans de l'état projeté.

### **7.9. - Nettoyage et protection des ouvrages**

Le titulaire a la responsabilité de la protection et du nettoyage des ouvrages réalisés par ses soins jusqu'à la réception des ouvrages. A cet effet, il prendra toutes les mesures nécessaires pour éviter toutes dégradations ou vols. En cas de constatation de dégradations ou vols, il devra la remise en état ou le remplacement à ses frais et sans pouvoir prétendre à indemnité des ouvrages détériorés.

Toutes dégradations aux installations du bâtiment (inondations, tuyauteries, câblage, équipements, bris de vitrage ou de carrelage, trous dans les plâtres, brûlures sur menuiserie, tâche d'acide ...) seront réparées aux frais de l'entreprise titulaire du lot ayant occasionné les dégradations, par l'entrepreneur responsable du corps d'état concerné.

En cours de chantier, le titulaire doit :

- Assurer le nettoyage des ouvrages qu'il a réalisés ;
- Assurer la protection des ouvrages réalisés par ses soins et des surfaces susceptibles d'être tachées ou attaquées par les produits qu'il utilise, en particulier pendant la réalisation des travaux de peinture ;
- Assurer la protection des ouvrages existants conservés ;
- Maintenir le chantier en état de propreté et nettoyer les zones de travail où il est intervenu en les quittant ;
- Assurer le nettoyage des ouvrages des autres corps d'état qu'il aurait salis lors de ses interventions ;
- Maintenir les voies d'accès au chantier et les voies publiques utilisées en état de propreté, en particulier pendant les travaux de démolitions et de terrassements ;
- Maintenir les installations de chantier en état de propreté ;
- Assurer le nettoyage des abords du bâtiment et de l'installation de chantier pour ce qui est des déchets provenant du chantier.

## **ARTICLE 8. - INSTALLATIONS DE CHANTIER**

Le chantier sera à rendre clos et indépendant vis à vis du quartier Bonaparte et de l'extérieur, bien que non autonome pour une partie des voies d'accès et la fourniture en fluides et énergie. Les risques d'interférences avec l'utilisateur feront l'objet de consignes de sécurité particulières à définir conjointement.

Le titulaire réalisera :

- Les installations de chantier communes à l'ensemble des entreprises intervenantes :
  - o Installations sanitaires : Prévues pour l'effectif de l'ensemble du chantier. Ils seront raccordés au réseau, alimentées en eau, éclairées et chauffées ;
  - o Bureau de chantier, faisant office de salle de réunion. Il sera équipé et raccordé aux réseaux ;
  - o Un ensemble vestiaires équipé conformément à la réglementation (armoires, bancs), tenant compte de l'évolution des effectifs ;
  - o Un réfectoire équipé conformément à la réglementation, tenant compte de l'évolution des effectifs. Les revêtements intérieurs du local seront faciles à entretenir. Le local sera chauffé, éclairé, ventilé, équipé de table, chaises, matériel de conservation et réchauffage des aliments. Il sera nettoyé après chaque repas.
- Le raccordement au réseau électrique du quartier ;
- La mise en place d'un compteur sur l'alimentation électrique et son relevé initial et en fin de travaux en présence d'un représentant du maître d'œuvre ;
- La vérification initiale des installations électriques, réalisée par un organisme indépendant, des installations de chantier conformément au code du travail ;
- Le raccordement en eau potable et au réseau d'assainissement de l'installation de chantier ;
- Le raccordement en eau potable du chantier en fonction des besoins (désamiantage, démolition, terrassement etc.) ;
- La mise en place de compteurs sur les alimentations en eau et leur relevé initial et en fin de travaux en présence d'un représentant du maître d'œuvre ;
- Les clôtures de chantier conformément au PGCSPPS. Le chantier étant interdit au public, la zone de travaux et la zone des installations de chantier doit être isolée et inaccessible au public ;
- La signalétique réglementaire de chantier et le balisage depuis l'entrée principale du quartier Ailleret conformément au PGCSPPS ;
- La gestion des déchets produits conformément à l'article 9 du présent document, et au PGCSPPS ;
- En vue de la bonne exécution des travaux, l'entrepreneur assurera le chauffage des locaux pendant les travaux ;
- L'entretien et le nettoyage quotidien durant tout le chantier des locaux de chantier et des abords pour ce qui est des déchets provenant du chantier ;
- Le nettoyage en cas de besoin de la voirie du quartier qu'il utilise, et de la voirie à l'extérieur du quartier en cas de besoin ou à la demande du maître d'œuvre ou des services communaux ou départementaux ;
- Les signalisations diurnes et nocturnes, le barricadage : les panneaux mis en place devront être exclusivement rétro-réfléchissants ;
- Le repli des installations et la remise en état en fin de travaux des emplacements mis à disposition.

Les frais se rattachant aux éléments qui suivent seront supportés par le titulaire :

- Les consommations en fluides et en électricité de l'installation de chantier et du chantier ;
- L'entretien et le nettoyage quotidien durant tout le chantier des locaux de chantier et des abords pour ce qui est des déchets provenant du chantier ;
- Le nettoyage du chantier réalisé par entreprise extérieure à la demande du maître d'œuvre en cas de défaillance.

Les modalités administratives et de gestion des installations sont définies dans le CCAP.

Le maître d'ouvrage ne mettra à la disposition des entreprises aucun autre local que celui de la zone des travaux et des installations de chantier. Si nécessaire, le titulaire mettra en place à l'extérieur des bâtiments préfabriqués ou containers pour le stockage. Les aires réservées pour le stockage seront implantées par le titulaire sur son plan des installations de chantier.

**Les moyens et installations autres que ceux cités ci-dessus devront être pris en compte par le titulaire dans les prix des ouvrages, fournis, posés, y compris les contrôles y afférent :**

- Grues éventuelles avec leurs fondations, échafaudages, plates-formes de travail, tours d'accès, nacelles ;
- Moyens, outillages et engins nécessaires à l'acheminement, au stockage et à la manutention ou au levage des ouvrages et équipements, matériels de carottage etc. ;
- Protection des personnes : Fourniture et mise en place de tous les dispositifs imposés par la réglementation du travail et de la sécurité des personnes (harnais de sécurité, gardes corps, etc.) ;
- Installations propres à chaque entreprise. Chaque entreprise devra ses installations propres d'éclairage et de signalisation des ouvrages pendant la durée des travaux, d'alimentation électrique de son matériel de

chantier, d'alimentation en eau, avec branchement sur les réseaux à créer au titre des installations de chantier.

## **ARTICLE 9. - GESTION DES DÉCHETS DE CHANTIER**

Les déchets de chantier de bâtiment seront gérés et traités par les entrepreneurs dans le cadre de la législation et réglementation en vigueur à ce sujet.

**Le titulaire reste producteur de ses déchets en ce qui concerne :**

- **Les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions ;**
- **Ainsi que les équipements de protection individuelle et de chantier mis en œuvre dans le cadre du chantier de démolition/déconstruction.**

Le maître d'ouvrage ne mettra aucun lieu de dépôt à disposition des entreprises pour les matériaux issus des démolitions.

Le titulaire assurera seul la gestion et l'évacuation des déchets liés à ses travaux, et supportera seul les frais nécessaires à cette gestion et évacuation des déchets, y compris les frais de prise en compte des déchets par les installations de stockage des déchets (ISD) ou les centres de traitement appropriés, quelle que soit la nature du déchet, et les frais de chargement, déchargement et transport.

Le titulaire assurera par ailleurs la gestion et l'évacuation de ses déchets dans les conditions suivantes :

- Organisation des travaux à prévoir pour éviter de mélanger les différents types de déchets ;
- Mise en place de bennes permettant un tri à la source de la totalité des déchets afin d'en valoriser une part maximale. Ce tri sera plus ou moins poussé en fonction de la destination de la benne concernée, le contenu pouvant être trié à nouveau avant revalorisation. Les bennes seront vidées autant de fois que cela est nécessaire. Elles recevront une bâche de protection en période non ouvrée et en cas d'utilisation de goulotte d'évacuation pour les matériaux. Dans tous les cas, l'entrepreneur limitera la gêne occasionnée par la poussière ;
- Mise en place d'un système de pesée pour l'ensemble des déchets si la pesée n'est pas prévue au centre de traitement,
- Evacuation et revalorisation ou élimination des déchets, avec remise au maître d'œuvre des bordereaux de suivi de déchets de chantier (via TRACKDECHETS).

L'ensemble des travaux de démolitions et de dépose fait l'objet d'un marché préalable, les déchets de chantiers se limitent aux résidus de curage, ainsi qu'au matériaux issus de l'ouverture de baies.

**Les pierres naturelles en bon état seront conservées sur site.**